

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 15/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **C2P**

Zone industrielle Nord  
ARNAS BP. 70451  
69400 Arnas

Références : UD-R-SSDAS-22-304-LL  
Code AIOT : 0006103862

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement C2P implanté 300 avenue de l'Epie 69400 Arnas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C2P
- 300 avenue de l'Epie 69400 Arnas
- Code AIOT : 0006103862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société C2P exploite depuis 1996 à Arnas des installations de broyage, lavage et extrusion de déchets de matières plastiques, essentiellement composées de PP (polypropylène). C2P s'est développée environ 20 ans après les débuts de METALEUROP puis RECYCLEX sur ce même site qui a d'abord accueilli une activité de recyclage par seconde fusion du plomb de batteries usagées. La quasi totalité des emprises RECYLEX + C2P a fait l'objet d'une reprise par CAMPINE France en juillet 2022.

C2P est une filiale de CAMPINE France dont elle est locataire. L'activité actuelle de CAMPINE France, site Seveso seuil haut du fait des quantités de plomb présentes, est de broyer des batteries au

plomb hors d'usage afin d'en extraire un concentré de plomb envoyé ensuite en affinerie. C2P a 2 sources principales de déchets plastiques (1) le PP broyé issu des batteries de CAMPINE mais aussi en provenance d'autres sites hors groupe, qui représente 50 % du tonnage de déchets de PP traité par C2P ; (2) divers types de déchets de PP tels que des résidus de production, des collectes de bouchons, des cordages etc...

Les déchets de PP de batteries sont préparés dans le bâtiment D. L'un des objectifs du broyage-lavage du PP de batteries est d'éliminer de la matrice plastique à recycler les résidus non souhaités, dont le Plomb. C2P indique ne recevoir que du déchet plastique classé comme déchet non dangereux, avec une teneur en Pb limitée au plus à 2500 PPM. Les eaux industrielles de C2P partent dans le circuit de traitement commun avec CAMPINE. Les autres déchets de PP sont préparés dans le bâtiment F, puis rejoignent le bâtiment D pour être co-extrudés avec le PP issu de batterie. La production de granulés PP a lieu uniquement dans le bâtiment D. La production de C2P se concrétise par une offre commerciale d'une gamme de granulés industriels de PP recyclé, contenant également du plastifiant, des colorants et de la charge minérale.

Les stockages sur plate-forme à l'air libre de C2p sont constitués d'une part de déchets PP entrants, de déchets de big-bag vides (sous rubrique 2714) et d'autre part de stockage de granulés produits s'ils sont conditionnés en big-bag ou entreposés dans les 9 silos métalliques à l'ouest du bâtiment D (sous rubrique 2662.2), ces silos permettant le chargement gravitaire direct des camions.

En plus du stockage en silo, C2P conditionne une bonne partie des granulés régénérés dans des Octabin (emballage perdu de carton, sur une palette), qui doivent impérativement être entreposés sous abri. Une partie de ce stock est déporté dans les entrepôts logistiques de sites voisins tels que SOTRADEL et GEODIS.

L'arrêté préfectoral du site devra être modifié en 2023 notamment pour tenir compte d'une cessation partielle d'activité sur une parcelle située à l'Est du site (5 800 m<sup>2</sup>) n'ayant pas fait l'objet d'exploitation par C2P et relevant de la responsabilité de RECYLEX, la maison mère de C2P jusqu'à la reprise de l'entreprise C2P par CAMPINE France en juillet 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des stocks à tenir en m <sup>3</sup>	Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article 28.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Stock extérieur de plastique « case S »	Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article 28.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Mise à jour de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article 28.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	stocks de déchets plastiques sous rubrique 2714	Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article Annexe 1, tableau des rubriques	/	Sans objet
5	Consommation d'eau de forage	Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article Annexe 3, tableau	/	Sans objet
6	Rejets aqueux d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article Annexe 3, point 2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La mise à jour de l'étude de dangers de C2P doit être présentée à l'Inspection d'ici le 31/03/2023. En effet, les conditions de stockage des déchets et granulés plastiques ont fortement évolué depuis 2018.

La mise à jour de l'AP du site sera effectuée au second semestre 2023, prenant également en compte la nouvelle cartographie d'implantation de C2P sur l'emprise totale propriété de Campine France, suite à la cessation partielle d'activité notifiée par RECYLEX sur une parcelle de 5800 m<sup>2</sup> à l'Est du site.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Etat des stocks à tenir en m<sup>3</sup>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article 28.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Demande 3 du rapport d'inspection du 29 avril 2021 : L'exploitant prépare et transmet un Porter à connaissance démontrant le calcul de la quantité maximale stockée en m<sup>3</sup> par zone d'entreposage, en distinguant déchets et granulés. A cette occasion, l'exploitant propose un nouveau tableau des stocks apparaissant en p.14 du DAE de juin 2008, et le plan associé, afin d'actualiser la valeur maximale de la rubrique 2662.2 lors de la prochaine révision de l'AP.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant est en cours de migration de système informatique vers le logiciel SAP, utilisé par CAMPINE. Un tableau Excel a été présenté en séance, qui comporte 26 entrées de stocks distincts. Le cubage maximum par gros silo reste à préciser dans ce tableau. Les plus importantes capacités de stockage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- case S : alignement de 22 lignes de palettes avec big-bag, pour l'encours de production du bâtiment D (sud du bâtiment D), 1200 m<sup>3</sup> théoriques</li> <li>- aire de stockage TBS sud vrac (sud du bâtiment F) ; 4 200 m<sup>3</sup> théorique</li> <li>- parc lingots (proche bureau) : 970 m<sup>3</sup> théorique.</li> </ul> <p>Lors de la présente visite, le volume total sur site est estimé autour de 2400 m<sup>3</sup> pour 1 200 t de matière. Pour mémoire, lors de la précédente visite en avril 2021, ce même stock cumulé sur site était alors de 1400 m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral permet l'entreposage de 2000 m<sup>3</sup> sous la rubrique 2714 E (déchets) et 13500 m<sup>3</sup> de granulés plastiques sous la rubrique 2662 E.</p> <p>La demande 3 du rapport du 29 avril 2021 n'est pas encore satisfaite. L'Inspection demande à l'exploitant de « figer » de nouvelles valeurs de volumes stockés en lien avec la mise à jour de l'étude de dangers, d'ici le 31/03/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Stock extérieur de plastique « case S »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article 28.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Demande 4 du rapport d'inspection du 29 avril 2021 : C2P régularise la situation administrative du stock dit « case S » en lien avec RECYLEX / CAMPINE : ce stock est-il sur emprise CAMPINE ou C2P ? Dans quelle modélisation EDD est il pris en compte ?</p>
<p><b>Constats :</b> La reprise des sites RECYLEX et C2P par CAMPINE a retardé la prise en compte de cette demande. Le positionnement à cet endroit de ce stock est crucial pour C2P et une mise à jour de l'EDD doit être produite au plus tard pour le 31 mars 2023. L'emprise correspondante passera alors sous responsabilité de C2P. Cf. constat suivant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Mise à jour de l'EDD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article 28.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Demande 5 du rapport d'inspection du 29 avril 2021 : L'exploitant ajoute au Porter à connaissance la demande de retrait du scénario 14 du POI, puis actualise les scénarios 3B et 16 du POI : - scénario 3B : scénario d'incendie du stock « Case S », étudier un effet domino sur l'entrepôt de fines de plomb de Recylex, situé juste au sud et à l'ouest, y compris effets possibles sur les fines de plomb ; (hypothèse de vent du Nord) - scénario 16 : ajouter l'étude d'un incendie généralisé de la zone de stockage sud, au sud du bâtiment F. Effet domino sur le bâtiment F puis sur le bâtiment Recylex contigu à l'ouest (hypothèse de vent du Sud).
<b>Constats :</b> La demande 5 du rapport du 29 avril 2021 n'est pas encore satisfaite. L'Inspection demande à l'exploitant de « figer » de nouvelles valeurs de volumes stockés en lien avec la mise à jour de l'étude de dangers, d'ici le 31/03/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : stocks de déchets plastiques sous rubrique 2714

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article Annexe 1, tableau des rubriques
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Maximum 2000 m <sup>3</sup> de déchets plastiques sur le site.
<b>Constats :</b> Si le niveau de stockage constaté ce jour est inférieur à la limite de 2000 m <sup>3</sup> , il apparaît selon le tableau fourni par l'exploitant, une capacité de stockage bien supérieure - 1330 m <sup>3</sup> pour Aire de stockage Extrusion (Est du bâtiment D) - 4170 m <sup>3</sup> pour Aire de stockage TBS Sud Vrac - 650 m <sup>3</sup> pour Aire de stockage TBS Sud Vrac - 150 m <sup>3</sup> autres stocks tels que big-bags compressés, en attente d'enlèvement TOTAL : 6 200 m <sup>3</sup> théorique. De plus, il a été constaté que certains stocks de l'aire TBS Sud vrac sont manifestement très anciens, de la végétation s'installant par endroit sur certains d'entre eux. L'Inspection rappelle à l'exploitant la règle générale : « La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. »  L'Inspection demande à l'exploitant de « figer » de nouvelles valeurs de volumes stockés en lien avec la mise à jour de l'étude de dangers, à remettre d'ici le 31/03/2023. Cf. constat précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Consommation d'eau de forage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article Annexe 3, tableau
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> max 5000 m <sup>3</sup> / an
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a besoin d'eau « propre » pour laver les broyats de plastique, en particulier ceux issus du cassage de batteries au plomb. Pour d'autres usages moins critiques, l'exploitant utilise de l'eau recyclée fournie par CAMPINE.</p> <p>Le site dépend pour l'eau de forage, d'un compteur commun avec CAMPINE. Le site dispose d'un deuxième compteur qui lui est propre.</p> <p>La consommation d'eau de forage a été de 1752 m<sup>3</sup> en 2020, 2350 m<sup>3</sup> en 2021 et sera proche de 3000 m<sup>3</sup> en 2022, du fait de certains dysfonctionnements dans la fourniture d'eau industrielle par RECYLEX / CAMPINE. La consommation précise du 20/09/2022 au 20/10/2022 est de 151 m<sup>3</sup>, ce qui extrapolé sur 12 mois donne 1800 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité d'une vigilance particulière en cas d'arrêt de sécheresse, comme à l'été 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Rejets aqueux d'eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2010, article Annexe 3, point 2																	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau																	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites et surveillance des rejets Les effluents rejetés doivent être exempts : • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : • Température : 40°C • pH : compris entre 5 et 10 • débit moyen : 15 m3/h • débit maximal instantané : 20 m3/h pendant 3h</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires industrielles, des eaux de ruissellement potentiellement polluées, des eaux de refroidissement vers le réseau d'eaux usées de la station de traitement de RECYLEX, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. »</p>																	
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Concentration maximale (mg/l)</th><th>Flux journalier maximal (kg/j)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td><td>3000</td><td>953</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>1000</td><td>318</td></tr> <tr> <td>Plomb Total</td><td>1000</td><td>318</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td><td>3</td></tr> </tbody> </table>			Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux journalier maximal (kg/j)	MES	3000	953	DCO	1000	318	Plomb Total	1000	318	Hydrocarbures totaux	10	3
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux journalier maximal (kg/j)															
MES	3000	953															
DCO	1000	318															
Plomb Total	1000	318															
Hydrocarbures totaux	10	3															
<p>Les normes de référence pour l'analyse dans l'eau sont celles citées dans l'annexe 2 de l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p>																	
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les 3 dernières analyses (1 par an) au point de rejet vers le réseau de CAMPINE. Aucune déclaration n'est faite dans GIDAF car C2P ne rejette ses eaux industrielles que dans les canalisations de CAMPINE. L'objectif du lavage des broyats de plastiques de batteries par C2P est d'en retirer le maximum de plomb et tous les autres éléments étrangers à la matrice polymère recherchée (le polypropylène). D'où une concentration maximale (VLE) en plomb très haute entre C2P et CAMPINE. Le plomb présent dans les eaux transmises à CAMPINE, est supposé être abattu dans la station interne de CAMPINE. Ainsi, la VLE Pb en sortie de Campine est à 0,05 mg / l. Les boues de station de CAMPINE sont valorisées avec les fines de plomb car riches en plomb.</p>																	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																	